

Le Canada souhaite augmenter la proportion de biens transformés et manufacturés qu'il exporte au Japon. Le gouvernement du Canada a mis en place, en collaboration avec le Japon, un programme intensif d'expansion commerciale destiné à informer les hommes d'affaires et les consommateurs japonais de la compétence du Canada en tant que pays industriel et exportateur, et à renseigner les hommes d'affaires canadiens sur les structures et les possibilités du marché japonais.

La tâche est ardue et exigera de la persévérance; mais je crois qu'on peut déjà percevoir un changement dans la composition de nos échanges. Le Japon apprend graduellement à mieux apprécier le savoir-faire et la qualité de ses partenaires commerciaux canadiens. Les réalisations techniques du Canada — premier pays du monde à concevoir, fabriquer et utiliser un satellite de communications et un réacteur nucléaire à eau lourde très efficace, et l'un des chefs de file dans le domaine des ADAC (avions à décollage et atterrissage courts) — sont mieux connues et appréciées au Japon. Des études intensives sont déjà en cours sur les possibilités de coopération dans les secteurs de l'aérospatiale et de l'énergie nucléaire. Des sociétés canadiennes ont vendu au Japon divers produits de leur industrie, dont des pièces d'avion et d'automobile, du matériel de service, de l'équipement dans les domaines de la restauration et de l'électronique, ainsi que des sonars pour la pêche et des terminaux pour les ordinateurs.

Je crois que plusieurs des neuf grands industriels japonais qui se sont rendus au Canada l'automne dernier, dans le cadre de la mission Makita, ont exprimé l'inquiétude de voir le Canada poser comme condition d'accès à ses matières premières, l'accroissement de la proportion de biens manufacturés qu'il vend au Japon. Je tiens à souligner que cela ne fait pas partie de la politique canadienne. Le Canada veut vendre des biens manufacturés au Japon, comme aux autres grands pays industrialisés, mais je tiens à mettre l'accent sur le fait qu'il ne s'attend pas à ce que les sociétés japonaises achètent des biens canadiens qui ne seraient pas concurrentiels. J'attache également de l'importance à nos échanges actuels dans les industries extractives et dans le secteur agricole; je compte bien qu'ils continueront de s'accroître.

Les investissements sont également appelés à jouer un rôle dans l'avenir de nos relations économiques. Les prévisions indiquent que le Japon augmentera considérablement ses investissements à l'étranger. Les capitaux étrangers ont été et continueront d'être nécessaires au développement du Canada. Même s'ils restent encore relativement modestes du point de vue canadien, des capitaux japonais importants sont entrés au Canada, dans des secteurs qui se diversifient toujours davantage (500 millions de dollars consacrés à 287 projets). Par ailleurs, les investisseurs japonais ont pris soin de s'assurer que leurs investissements étaient les bienvenus. Leurs apports de capitaux ont été conçus de façon à respecter les intérêts du pays d'accueil, mettant l'accent sur la coparticipation ainsi que sur les prêts et les placements sous forme d'actions. Je crois cependant qu'il y a place pour d'autres investissements, avantageux aussi bien pour le Canada que pour les investisseurs japonais, et je puis vous assurer que de tels placements sont les bienvenus.

Je sais qu'on s'inquiète du climat dans lequel se font les investissements au Canada. Je répondrai à cette objection en faisant remarquer que les investisseurs d'autres pays continuent à placer des capitaux considérables au Canada, montrant ainsi qu'ils esti-